

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ
Bureau de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

DEL / BREV / 2019 - 312 - 1

Société Arrow Mâcon EURL

Siège social :

10, rue du Colisée
75008 Paris

Site d'exploitation :

Parc d'activité Mâcon nord
71000 Sennecé-lès-Mâcon

Entrepôt couvert

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1 et suivants, L. 183-1, L. 211-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05/2091/2-3, du 13 juillet 2005, d'autorisation d'exploiter une installation de stockage de matières et substances combustibles en entrepôts couverts sur le territoire de la commune de Sennecé-lès-Mâcon délivré à la société FM Logistic ;

VU le récépissé délivré le 28 juillet 2005 à la société Prologis France LIV de sa déclaration de changement d'exploitant du 21 juillet 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2012319-0009, du 14 novembre 2012, notamment son article 13 ;

VU le récépissé délivré le 30 janvier 2014 à la société Arrow Mâcon EURL de sa déclaration de changement d'exploitant du 9 janvier 2014 ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement, référencé FL/NM/101019/3883/188 du 14 octobre 2019, établi à la suite de l'inspection des installations effectuée le 21 août 2019 et transmis à l'exploitant par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant formulées sur ce projet ;

CONSIDÉRANT que l'article 13 de l'arrêté préfectoral n° 2012319-0009, du 14 novembre 2012 dispose, entre autres, que le système d'extinction d'incendie est alimenté à l'aide de deux groupes motopompes diesels ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 21 août 2019 l'inspection de l'environnement a constaté que le groupe motopompe diesel B1 alimentant le système d'extinction automatique d'incendie de l'entrepôt couvert était hors service ;

CONSIDÉRANT alors que l'exploitant ne dispose plus que d'un groupe motopompe diesel (groupe B2) pour assurer l'alimentation du système d'extinction automatique d'incendie ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue alors un manquement à la disposition de l'article 13 de l'arrêté préfectoral n° 2012319-0009, du 14 novembre 2012, susmentionné ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a indiqué à l'inspection de l'environnement qu'un second groupe motopompe diesel alimentant le système d'extinction automatique d'incendie serait installé, serait réceptionné et serait fonctionnel et disponible à partir de la moitié du mois de novembre 2019 ;

CONSIDÉRANT que l'article 13 de l'arrêté préfectoral n° 2012319-0009, du 14 novembre 2012 dispose que l'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre, dont un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par deux réseaux distincts capables de fournir chacun aux lances et autres équipements du réseau incendie :

- un débit unitaire de 60 m³/h ;
- un débit total de 120 m³/h ;
- pendant deux heures avec une pression en sortie de 1 bar minimum ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 21 août 2019 l'inspection de l'environnement a constaté au sein du tableau de contrôle d'hydrants de la société Madis (intervention n° FI1803-0379 du 3 avril 2018) que :

- les poteaux d'incendie n° 1 et 2 présentent individuellement et respectivement des débits de 53 et 59 m³/h sous une pression de 1 bar, inférieurs au débit unitaire minimal de 60 m³/h imposé ;
- l'utilisation simultanée de trois poteaux d'incendie (poteaux n° 1, 6 et 7) a conduit à mesurer les débits respectifs suivants : 32, 35 et 26 m³/h sous une pression de 1 bar, soit un total de 93 m³/h, inférieur au débit total minimal de 120 m³/h imposé ;

CONSIDÉRANT alors que l'exploitant ne dispose pas du débit total suffisant pour la défense externe contre l'incendie et que deux poteaux d'incendie sur les sept composant son réseau fixe ne sont pas conformes ;

CONSIDÉRANT alors que les installations ne sont pas suffisamment protégées par rapport au risque lié à l'incendie ;

CONSIDÉRANT alors que la prévention des dangers et des inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, prévue à l'article L. 181-3 dudit code, n'est plus démontrée, étant donné les constatations précitées :

CONSIDÉRANT, à la vue de la gravité de la situation qu'il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-6 et L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Arrow Mâcon ERUL de respecter les prescriptions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral n° 2012319-0009, du 14 novembre 2012 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire :

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La société Arrow Mâcon EURL est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite au parc d'activité Mâcon nord sur la commune de Sennecé-lès-Mâcon, de respecter les dispositions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral n° 2012319-0009, du 14 novembre 2012 susvisé :

I – Au plus tard le 18 novembre 2019 :

- en équipant le site d'un deuxième groupe motopompe diesel fonctionnel et alimentant le système d'extinction automatique d'incendie de l'entrepôt couvert ;
- en assurant la disponibilité des besoins en eau nécessaires pour la défense contre l'incendie, tels qu'ils sont définis à l'article 13 de l'arrêté préfectoral n° 2012319-0009, du 14 novembre 2012 susvisé.

II – Dans un délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté :

- l'exploitant met en place des dispositions compensatoires, permettant d'assurer un niveau de sécurité équivalent à celui présenté dans l'étude de danger du site. Ces mesures compensatoires et leurs mises en oeuvre sont transmises à l'inspection de l'environnement, accompagnées d'un avis du groupement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de Saône-et-Loire sous un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - MESURES DE PUBLICITÉ :

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du Code de l'Environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 - EXÉCUTION – COPIE :

Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, les maires des communes de Sennecé-lès-Mâcon et Mâcon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite :

- à l'unité départementale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté à Mâcon ;
- au groupement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de Saône-et-Loire.

Fait à Mâcon, - 8 NOV. 2019

Le préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général de la
préfecture de Saône-et-Loire

David-Anthony DELAVOËT